

# LA DÉMOCRATIE, LA LIBERTÉ DE LA PRESSE ET LE PLURALISME DES IDÉES N'ONT PAS DE PRIX !

**Dans la nuit du 5 au 6 mars 2020, les salariés de Presstalis ont fait valoir leur refus de la casse de leur entreprise et de la fin de la loi Bichet.**

**D**epuis la réforme Riester, qualifiée de loi « relative à la modernisation de la distribution de la presse », les nouvelles directions qui se sont succédées à la tête de Presstalis appliquent la même politique de destruction de l'entreprise encouragées en cela par les gros éditeurs de presse magazine, Prisma en tête, qui se désengagent de la coopérative historique et organisent la séparation des flux de distribution de la presse quotidienne nationale et des magazines. La FILPAC CGT a déjà dit son opposition à cette loi dont les effets, plus que prévisibles, remettent en cause les coopératives d'éditeurs qui permettent depuis 1947 la distribution de l'ensemble des titres de presse en chaque point du territoire. Revenir une nouvelle fois sur ce texte de loi, comme le demandent certains éditeurs, remettrait en cause l'existence même de dizaines de publications et donc l'offre culturelle et intellectuelle qui faisait la particularité et la richesse de la presse en France. Notre organisation syndicale a porté, dans une note défendue devant la Commission de la Culture, de l'Éducation et de la Communication du Sénat, un réel projet alternatif pour sauver Presstalis et la loi Bichet. Cette note prévoyait notamment la mise en œuvre d'une politique de péréquation des coûts incluant de nouveaux acteurs comme les régies publicitaires, les GAFAM et tous ceux qui utilisent la richesse des contenus des différents titres distribués ainsi qu'un système de gouvernance et de surveillance associant les éditeurs, les partenaires sociaux, les citoyens et l'État. Dans la ligne ultra libérale du gouvernement et afin de

**Notre organisation syndicale a porté, dans une note défendue devant la Commission de la Culture du Sénat, un réel projet alternatif pour sauver Presstalis et la loi Bichet.**

servir les riches propriétaires des « grands » titres, l'État a plutôt décidé de mettre fin à la solidarité entre les éditeurs et de confier l'arbitrage de la distribution de la presse à l'ARCEP. Dorénavant chacun pourra donc être distribué en fonction de ses moyens avec des qualités de diffusion hétérogènes et des coûts de distribution inégalitaires et injustes. En voulant démanteler cette vieille dame de 73 ans, ce gouvernement attaque donc tout autant le statut des ouvriers du Livre que cette entreprise née d'une volonté politique de garantir aux titres de presse une diffusion nationale, équitable et économiquement viable.

**Le règne de Macron est bien celui du bâillon et du bâton !** Face à l'opposition toujours plus importante de la majorité des citoyens, Macron a choisi d'employer la force brute et de bâillonner toute diffusion d'informations et d'analyses qui seraient contraires à sa politique libérale et néfastes aux intérêts de ses amis milliardaires. La police renoue avec ses démons qui l'a mené aux pires exactions contre les travailleurs et les citoyens. L'ombre de Papon drapait l'actuel préfet de Paris aux ordres d'un ministre de l'Intérieur adepte de la violence et de la répression. À la République pacifiée, succède un état policier au service des plus riches. Les manifestations sont réprimées dans le sang et l'arbitraire judiciaire vient renforcer cet arsenal répressif.

Le traitement policier de la manifestation organisée samedi soir dernier par des associations féministes et antiracistes contre les violences sexuelles et raciales illustre d'ailleurs parfaitement cette violence d'État ! La casse de Presstalis et la fin de la loi Bichet font pleinement partie de cette volonté de censurer l'information et de cadenasser la liberté d'expression. Ne laissons pas notre République sombrer dans l'autoritarisme et devenir la proie de mouvements politiques aux idées nauséabondes déjà bien trop présentes dans les discours et les actions de ce pouvoir autoritaire.

Pour la démocratie, le pluralisme des idées et la défense des travailleuses et des travailleurs du Livre, la FILPAC CGT s'engage totalement aux côtés des camarades de la distribution de la presse et, en particulier, ceux du groupe Presstalis. •